

ADEME&VOUS LA LETTRE **STRATÉGIE** est une lettre d'information régulière destinée aux décideurs du monde de l'environnement et de l'énergie, partenaires et contacts de l'ADEME. Chaque numéro est consacré à la présentation d'un sujet à vocation stratégique, économique ou sociologique : recherche et études, travaux de synthèse, propositions dans l'un des domaines de compétences de l'ADEME. L'objectif est de faciliter la diffusion de connaissances et d'initier réflexions et débats.



istock

Si la crise fait clairement passer l'environnement au second plan des inquiétudes des Français, le sujet reste une source de préoccupation.

C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le réchauffement climatique et la pollution de l'air, surtout chez les personnes conscientes de leur vulnérabilité ayant subi les conséquences de désordres climatiques ou des pics de pollution. Les Français sont très majoritairement prêts à accepter des changements importants dans leurs modes de vie, à condition qu'ils soient partagés de façon équitable et accompagnés de dynamiques collectives de la part des associations, des entreprises et des pouvoirs publics.

Ces dynamiques collectives participent d'une meilleure acceptation de mesures coûteuses ou contraignantes souvent peu populaires.

LES FRANÇAIS ET L'ENVIRONNEMENT

LES FRANÇAIS COMPTENT D'ABORD SUR EUX-MÊMES... ET AUSSI SUR LES POUVOIRS PUBLICS

L'ADEME dispose de données régulières sur l'opinion des Français concernant les questions environnementales et les pratiques dans ce domaine. Elles permettent d'observer les tendances et les évolutions des opinions et des comportements. Ce numéro de Stratégie présente les principaux résultats des enquêtes effectuées en 2016¹.

La sensibilité au réchauffement climatique

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, UNE PRÉOCCUPATION FORTE, PARMIS D'AUTRES

Le problème prioritaire pour les Français reste, en 2016 comme les années précédentes, « l'emploi », cité en première réponse par 30 % (-7 points) de la population² (voir graphique 1, p. 2). En forte progression depuis 2015, « la sécurité des biens et des personnes » (12 %, +7 points) devance désormais « les déficits publics et la dette de l'État » (10 %, -1 point) mais reste





derrière « l'immigration » (15 %, -1 point).

Si l'environnement n'est pas la priorité (5 %, +1 point), le reste est une source de préoccupation.

Le « réchauffement climatique » (voir graphique) maintient sa première place parmi les problèmes environnementaux les plus préoccupants, place qu'il a retrouvée en 2014 après l'avoir occupée de 2007 à 2009. Le « réchauffement climatique » est cité en premier par 25 % des répondants, devant « la pollution de l'air » (19 %) et, pour la première

fois dans le triptyque de tête, « la dégradation de la faune et de la flore » (14 %) qui devance dorénavant « la pollution de l'eau » (13 %).

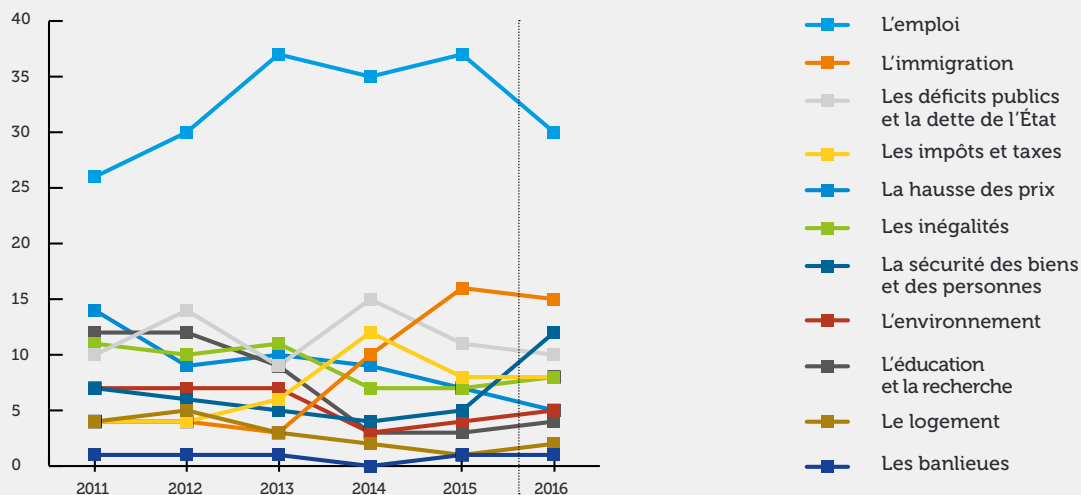
LA FORCE DES REPRÉSENTATIONS POLITIQUES ET CULTURELLES DANS L'EXPLICATION DES ATTITUDES ENVERS LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Dans la continuité des enquêtes précédentes, l'exploration des attitudes³ envers le réchauffement

GRAPHIQUE 1

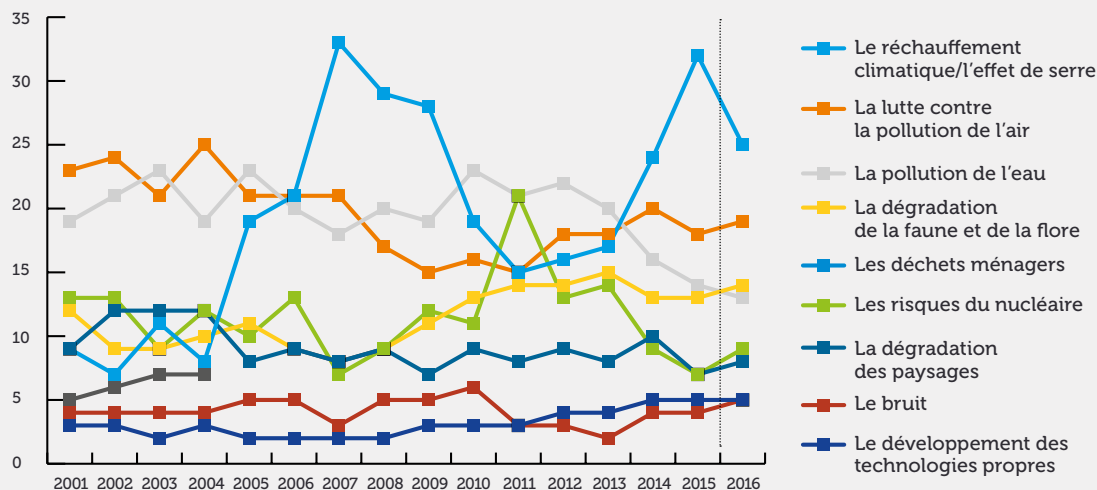
DANS CETTE LISTE, QUELLE EST LA QUESTION QUI VOUS PARAÎT LA PLUS IMPORTANTE AUJOURD'HUI POUR LA FRANCE ?

Total des citations / En premier



JE VAIS VOUS CITER UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLÈMES D'ENVIRONNEMENT. QUELS SONT LES DEUX QUI VOUS SEMBLERENT LES PLUS PRÉOCCUPANTS ?

En premier



climatique fait apparaître certains déterminants majeurs dont les représentations⁴ politiques et culturelles. Ainsi, la combinaison de 4 questions⁵ permet d'élaborer une typologie qui distingue les « convaincus », (42 % de la population), les « sceptiques » (13 %) et « les hésitants » (45 %). Les variables les plus significatives qui expliquent que l'on soit « convaincu » sont, par ordre décroissant, un intérêt marqué pour l'environnement, une proximité politique avec les écologistes ou les partis de gauche, être jeune et disposer d'un diplôme universitaire. Les variables qui expliquent le plus que l'on soit « sceptique » sont, elles, d'avoir un âge avancé, ne pas avoir de sentiment de risque, une proximité politique avec l'extrême droite et les partis de droite et porter peu d'intérêt à l'environnement. Dans un cas comme dans l'autre, les représentations politiques et culturelles s'avèrent plus déterminantes que des critères sociodémographiques classiques tels que le sexe, le revenu, la catégorie socioprofessionnelle ou le lieu d'habitation (rural ou urbain). On peut retrouver ce type de phénomène au sein d'une même profession. Dans le cas des agriculteurs par exemple⁶, qu'il s'agisse de culture ou d'élevage, les répondants à la tête d'exploitations de moins de 20 ha se distinguent fortement de ceux en charge d'exploitations de plus de 200 ha. Deux modèles agricoles mais aussi culturels semblent s'opposer. Ainsi, 22 % des petits exploitants contre 32 % des grands considèrent que les scientifiques exagèrent les risques (20 % pour le grand public). Les premiers estiment à 77 % que le réchauffement climatique est causé par les activités humaines contre 61 % pour les seconds (72 % pour le grand public). De même, les responsabilités imputées au secteur agricole sont évaluées comme bien supérieures par les petits exploitants (77 % considèrent que l'agriculture contribue assez ou beaucoup au réchauffement climatique) que par les grands (32 %) (contre 72 % pour l'ensemble des Français). La confiance dans le progrès technique à fournir des solutions pour empêcher l'augmentation du réchauffement climatique est aussi bien moins forte (7 %) chez les petits exploitants que chez les grands (21 %) (contre 13 % pour l'ensemble des Français).

LE RÔLE DE L'EXPOSITION ET DE LA VULNÉRABILITÉ AUX RISQUES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Outre l'importance des représentations politiques et culturelles, ce baromètre annuel de l'ADEME sur le réchauffement climatique avait permis, en 2014 et 2015, de mettre en évidence le rôle de l'exposition et du sentiment d'exposition aux risques du changement climatique dans les attitudes⁷. Ce premier constat est confirmé en 2016 par un focus sur la population ultramarine⁸.

Celle-ci se caractérise, notamment, par un nombre plus élevé de « convaincus » (54 % contre 42 % en métropole) et plus faible de « sceptiques » (2 % contre 13 % en métropole). Cette population priorise également plus le réchauffement climatique par rapport aux autres problèmes environnementaux (31 % de première réponse contre 26 % en métropole). Par ailleurs, les ultramarins déclarent bien plus fréquemment que les métropolitains avoir déjà subi les conséquences de désordres climatiques (47 % contre 27 %). Conscients de leur vulnérabilité, ils jugent également à 71 % que si le réchauffement climatique continue, « les conditions de vie deviendront extrêmement pénibles » d'ici une cinquantaine d'années contre 55 % pour l'ensemble des Français métropolitains. Ils sont également 71 % (contre 51 %) à penser « qu'il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour empêcher l'augmentation du réchauffement climatique » et 55 % (contre 23 %) que leur territoire sera « obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir pour s'adapter aux nouvelles conditions climatiques ». Ils se montrent également plus favorables aux mesures que l'on pourrait adopter dont l'instauration d'une taxe carbone (58 % pensent qu'elle est souhaitable contre 47 % en métropole). Ils restent, cependant, plus optimistes, considérant à 52 % contre 43 % que « le réchauffement climatique sera limité à des niveaux acceptables d'ici la fin du siècle ».

UNE NETTE CORRÉLATION ENTRE REPRÉSENTATIONS ET MOBILISATIONS POLITIQUES ET MÉDIATIQUES

L'étude sur le long terme des attitudes envers le réchauffement climatique permet également de corréler certaines variations de l'opinion publique avec les mobilisations politiques et médiatiques. Après des niveaux record observés en 2015, on assiste, en effet, à un recul significatif de plusieurs indicateurs en 2016. Par exemple, les Français sont moins nombreux (59 % contre 67 %) à considérer que « le réchauffement de l'atmosphère terrestre dû à l'augmentation de l'effet de serre est une certitude pour les scientifiques ». Ils sont aussi moins nombreux (66 % contre 69 %) à juger que « les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques ». Le même type d'évolution caractérise la période d'avant et d'après la conférence de Copenhague de 2009⁹. Dans les deux cas, on observe une forte mobilisation médiatique et politique corrélée à une montée des préoccupations concernant le changement climatique : la tenue de la COP 21 en France en 2015¹⁰ ou, en 2007, le Grenelle de l'environnement, le pacte écologique de Nicolas Hulot lors de la campagne présidentielle ainsi que le prix Nobel de la paix décerné à Al Gore et au Groupe d'experts internationaux sur le climat

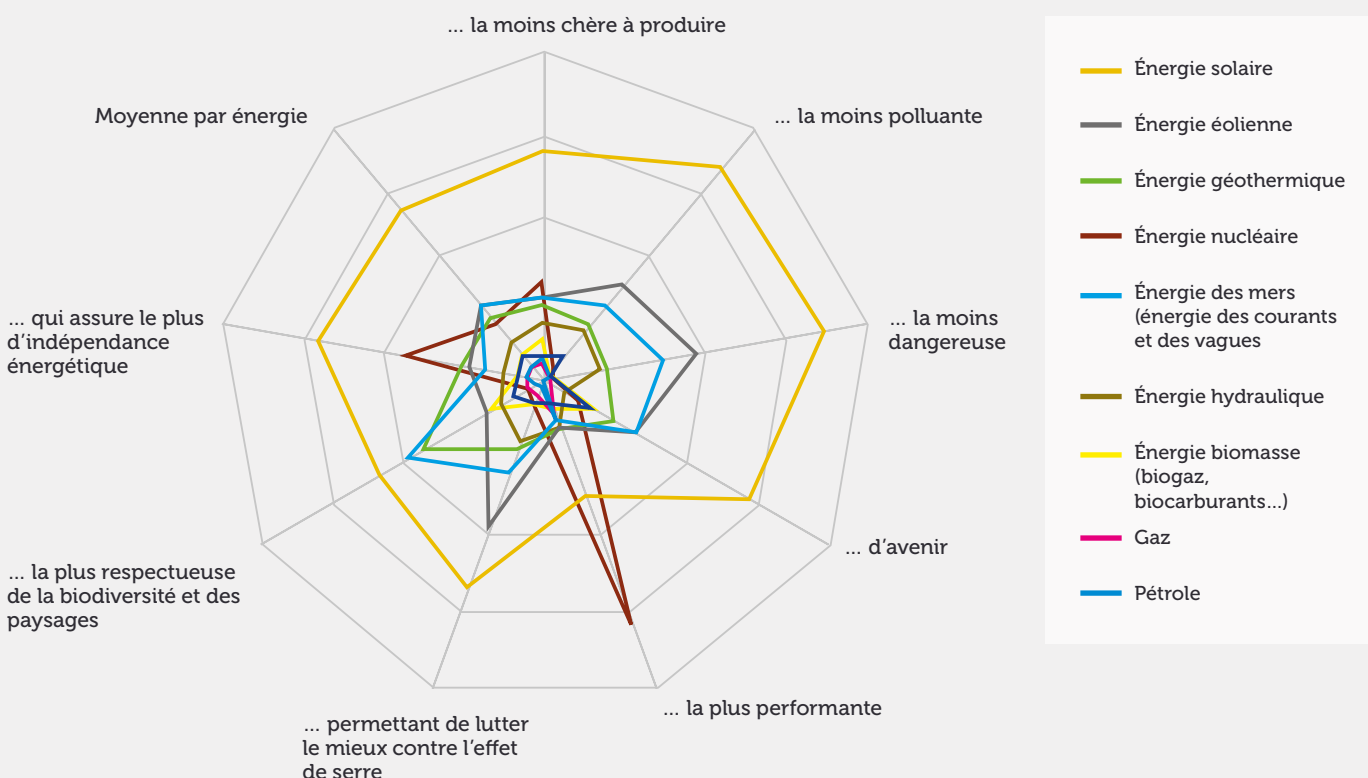


GRAPHIQUE 2

PARMI LES ÉNERGIES QUE JE VAIS VOUS CITER, QUELLE EST CELLE QUI CORRESPOND LE MIEUX À CHACUNE DES QUALITÉS SUIVANTES ?

Première moitié de l'échantillon

L'item « biomasse » a été posé de manière différente à chaque moitié de l'échantillon



(GIEC). L'échec perçu de la conférence de Copenhague doublé du Climategate¹¹ avaient, cependant, induit une baisse beaucoup plus forte que les évolutions constatées en 2016, qui marquent plutôt un certain retour à la « normale ». Reste que la mobilisation politique et médiatique apparaît cruciale dans l'évolution des représentations du public concernant le réchauffement climatique. Cet effet, visible sur le long terme en France, a aussi été mis en évidence dans d'autres pays dont les États-Unis¹².

Plébiscite et engagement des Français en faveur des énergies renouvelables (EnR)

L'AVENIR APPARTIENT AUX ENR

Les Français sont favorables (94 %)¹³ et même

tout à fait favorables (52 %) au développement des EnR. Interrogés sur les différentes énergies et leurs caractéristiques comparatives, les EnR (solaire, énergie des mers, éolienne et géothermique) sont citées comme les énergies les plus « d'avenir » (voir graphique 2, ci-dessus). Les Français estiment majoritairement que, d'ici une vingtaine d'années, elles pourront produire quasiment toute l'énergie nécessaire pour l'habitat et les immeubles de bureau (73 %) mais aussi pour les transports (biocarburants, électricité renouvelable) (68 %). Seuls les besoins de l'industrie semblent plus difficiles à couvrir à leurs yeux avec néanmoins 47 % des Français qui pensent que les EnR pourront suffire dans ce domaine également. C'est avant tout le solaire (34 %) que nos concitoyens souhaitent voir se développer en priorité, devant l'énergie

des mers (énergie des courants et des vagues) (25 %), l'éolien (13 %), la géothermie (13 %), la biomasse (7 %) et l'hydraulique (6 %).

Pour nos concitoyens, les principaux avantages que procurent les énergies renouvelables sont, avant tout, de nature écologique. Ainsi, ils sont 59 % à penser qu'elles sont « des ressources renouvelables qui seront toujours disponibles », autant qu'« elles permettent de lutter contre le réchauffement climatique » et quasi autant (58 %) qu'« elles évitent la pollution de l'air, des sols et de l'eau ». En revanche, d'autres gains de nature socio-économique et géostratégique sont peu reconnus. Ils sont 38 % à estimer que les énergies renouvelables « évitent des importations d'énergie et le déficit de la balance commerciale », 28 % à considérer qu'« elles garantissent un approvisionnement sécurisé en évitant les tensions géostratégiques » et 27 % qu'« elles soutiennent l'économie et les emplois locaux ». De plus, 51 % des Français considèrent que « l'investissement [dans les EnR] est trop élevé ». Les autres inconvénients cités ne le sont pas de façon majoritaire mais on peut noter que 43 % des répondants pensent qu'« elles ont un faible rendement », 37 % qu'« elles sont intermittentes » et 30 % qu'« elles ont des impacts sur les paysages et sur la biodiversité ». Même si elle coûte un peu plus cher, la production locale d'énergies renouvelables reste néanmoins souhaitable à l'avenir pour 89 % des Français.

LES FRANÇAIS PRÊTS À PAYER PLUS CHER OU À INVESTIR EUX-MÊMES

66 % des Français sont prêts à payer un surcoût de, en moyenne, 11,7 %¹⁴ de leur budget énergie pour passer d'une énergie classique à une énergie renouvelable. Il reste, cependant, 31 % (+ 6 points) de nos concitoyens qui ne veulent pas payer plus cher. 58 % des Français sont également prêts « à soutenir le développement des énergies renouvelables dans leur région en plaçant une partie de leur argent dans des projets avec une rentabilité correcte ». Toutefois, ils ne sont que 10 % à savoir s'il existe dans leur région, « une possibilité pour les habitants de participer financièrement à des projets de développement des énergies renouvelables » sans, pour autant, être en capacité de citer l'organisme qui propose effectivement ce type d'offre. Les motivations d'une telle participation financière sont avant tout éthiques, « pour préserver la planète » (23 %), « pour les générations futures » (18 %), « pour être en accord avec ses convictions » (15 %) mais aussi, parfois, économiques « pour être indépendant énergétiquement » (15 %), « pour faire un bon placement » (13 %) et « pour soutenir les initiatives au niveau local » (7 %). Parmi ceux qui ne souhaitent pas participer à ce type de projet, la première raison invoquée est l'absence de

moyens (31 %). D'autres considèrent que ce n'est pas leur « rôle mais celui de l'État, des collectivités territoriales ou des industries polluées » (20 %) ou qu'ils « donnent assez à l'État » (17 %).

Toujours à leur propre niveau, 63 % des Français sont intéressés à produire et autoconsommer leur propre électricité (photovoltaïque) même si elle coûte un peu plus cher, dont 25 % « pour devenir autonome à 100 % », 28 % pour couvrir au moins la moitié de leurs besoins et seulement 10 % « pour couvrir moins de la moitié de leurs besoins ». Contrairement à certaines limites des EnR perçues par les Français¹⁵, les avantages des EnR installées à domicile sont, pour eux, l'« économie sur la facture énergétique » (62 %) en premier lieu devant le « sentiment de faire quelque chose pour protéger l'environnement » (47 %), leur « utilisation saine/non nocive pour la santé » et le « confort d'utilisation » (21 %). Ils ne sont, cependant, que 16 % (+ 3 points) à déclarer « avoir le projet, dans les 12 prochains mois, d'investir dans une ou plusieurs énergies renouvelables ». Les principales raisons avancées pour ne pas franchir le cap sont en premier lieu le coût de l'investissement (41 %) mais aussi le fait d'être locataire (28 %).

La rénovation énergétique des bâtiments toujours très contrainte budgétairement

UN BESOIN DE RÉNOVATION EXPRIMÉ...

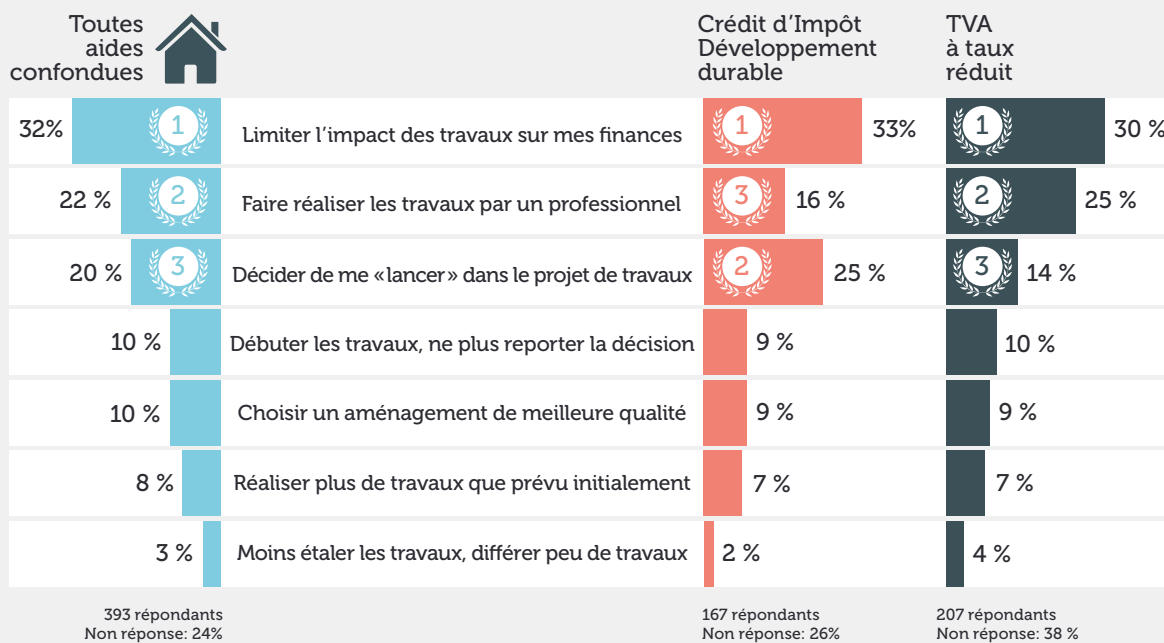
La problématique de la rénovation énergétique par les particuliers partage quelques points communs avec l'investissement dans les EnR à domicile : on observe le même décalage entre les aspirations et les actes. En effet, 58 % des Français considèrent qu'un ou plusieurs travaux d'efficacité énergétique sont nécessaires dans le logement qu'ils occupent, dont 31 % l'isolation (murs, plancher, toiture...), 22 % l'amélioration du système de chauffage, 19 % l'amélioration du système de ventilation, 18 % les changements des fenêtres et 13 % l'amélioration du système de production d'eau chaude. S'ils sont 33 % à avoir l'intention de réaliser ces travaux, ils ne sont, parmi eux, qu'un sur deux à envisager de le faire dans les 12 prochains mois. La première raison invoquée pour ne pas réaliser tout de suite ou du tout les travaux jugés pourtant nécessaires est d'être locataire (36 %) puis de ne pas avoir suffisamment d'argent disponible et de ne pas souhaiter emprunter (23 %) mais aussi de ne pas être sûr que les économies d'énergie potentielles justifient l'investissement en travaux (8 %) ou d'avoir à privilégier d'autres achats importants (7 %). Pour ceux qui n'ont pas eu recours à un prêt financier pour pouvoir réaliser des travaux, les conditions proposées, notamment le taux/coût du crédit, n'étaient pas considérées comme satisfaisantes par 40 % des personnes interrogées.



GRAPHIQUE 3

IMPACT DES AIDES REÇUES SUR LE PROJET DE TRAVAUX

(ménage ayant réalisé des travaux de rénovation et ayant eu recours aux dispositifs d'aide)



« Que vous a permis principalement l'aide reçue ou déduite ? » (2 réponses possibles)
Le nombre de répondants est trop faible pour indiquer les réponses pour les autres aides.



Si l'on regarde maintenant les travaux effectivement réalisés en France, ces derniers ont concerné, entre 2012 et 2014¹⁶, plus de 3,5 millions de logements dont 288 000 rénovations performantes ou très performantes¹⁷. Les ménages comptant trois personnes ou plus, actifs et aisés, sont surreprésentés parmi ceux qui ont réalisé des travaux. Dans 9 cas sur 10 et quasiment tous les cas de rénovations performantes et très performantes, les travaux sont réalisés par des ménages propriétaires de leur logement, en général une maison (70 % des rénovations et 87 % des rénovations performantes et très performantes). Les ménages se lancent dans des rénovations performantes ou très performantes en premier lieu pour accroître le confort thermique (63 %) mais aussi pour réduire le montant de leur facture énergétique (55 %), remplacer un appareil en panne ou vétuste (48 %) et pour valoriser leur patrimoine (28 %). Ils constatent d'ailleurs rapidement une amélioration du confort (64 %) et une réduction de leurs dépenses d'énergie (50 %). Dans le cas de rénovations de moindre performance, c'est la nécessité de remplacer un appareil en panne ou vétuste qui explique en premier le déclenchement des travaux (47 %).

MAIS QUI RESTE CONTRAINT ÉCONOMIQUEMENT

La dépense moyenne par ménage s'est élevée à 10 000 euros dont en moyenne 17 % pris en charge par les différentes aides financières. Outre la limitation de l'impact des travaux sur leurs finances (32 %), ces aides ont aussi permis aux ménages de « faire réaliser les travaux par un professionnel » (22 %), de décider de se « lancer » dans le projet de travaux (20 %), de « débiter les travaux, ne plus reporter la décision » (10 %) ou de « choisir un aménagement de meilleure qualité » (10 %) (voir graphique 3, ci-dessus). Côté financement, 20 % des ménages ayant réalisé des travaux de rénovation faible et 41 % de ceux qui ont réalisé des rénovations performantes¹⁸ ont eu recours à un prêt financier. Reste que près de 2/3 des ménages qui se sont déjà lancés dans des travaux déclarent en avoir encore à réaliser mais prévoient soit de les réaliser plus tard (46 %), soit de ne pas les réaliser du tout (18 %). Les freins avancés sont en premier lieu économiques : « Ma situation financière ne me permet pas de réaliser d'autres travaux de maîtrise de l'énergie » (54 %) et « Les aides financières que l'on peut obtenir (crédit d'impôt...) ne sont pas suffisantes » (22 %). D'autres facteurs entrent cependant en compte,



parmi lesquels les incertitudes sur la rentabilité des investissements (25 %) et la complexité ou les désagréments des travaux eux-mêmes (19 %).

La qualité de l'air intérieur et extérieur : entre préoccupations et méconnaissances

DE FORTES DISPARITÉS DANS LES PERCEPTIONS DE LA QUALITÉ DE L'AIR SELON LES RÉGIONS

67 %¹⁹ des Français estiment que la qualité de l'air est assez bonne en France (et 5 % « très bonne ») contre 28 % qui la jugent « assez mauvaise » (et 3 % « très mauvaise »). Cette satisfaction varie cependant en fonction des lieux de résidence et des conséquences sanitaires constatées par nos concitoyens. En effet, 64 % des Parisiens, 47 % des Franciliens et 38 % des répondants vivant dans des agglomérations de plus de 100 000 habitants estiment que la qualité de l'air là où ils habitent est mauvaise. Par ailleurs, 48 % des Français déclarent avoir subi eux-mêmes ou un de leurs proches, une gêne ou des troubles liés à la pollution de l'air extérieur. Ils sont 28 % à déclarer des gênes ou des troubles concernant cette fois-ci l'air à l'intérieur des bâtiments (logements, bureaux, etc.)

DES SOURCES DE POLLUTION ENCORE MÉCONNUES

Circulation routière (70 %), activités industrielles (58 %) mais aussi agricoles (30 %) forment le triptyque de tête des sources de pollution de l'air jugées les plus préoccupantes près de chez soi.

En revanche, le rôle de la combustion du bois est mal connu. Seuls 8 % des répondants citent le bois et 60 % se déclarent étonnés d'apprendre que le chauffage au bois non performant (foyers ouverts et foyers fermés : inserts, poêles, cuisinières d'avant 2002) est responsable de 29 % à 47 % des particules fines néfastes à l'environnement et à la santé, soit la même proportion voire davantage que le secteur des transports. 8 % des enquêtés ne veulent pas y croire et considèrent que cette information est fautive (voir graphique 4, ci-dessous). L'air intérieur inquiète avant tout dans les transports (voiture, bus, métro...) (66 %) et dans les crèches et les écoles (57 %) mais aussi, de façon significative, sur le lieu de travail (44 %) et dans son logement (43 %). À l'intérieur des habitations, le mobilier est identifié comme impactant la qualité de l'air par 16 % de la population contre 60 % pour les produits d'entretien, 53 % pour les diffuseurs de parfum, 51 % pour les matériaux de construction et de décoration et 50 % pour le tabac.

Les Français moins disposés à faire des efforts s'ils sont les seuls à en faire ?

FAIBLE ACCEPTATION DES MESURES COÛTEUSES OU CONTRAIGNANTES À QUELQUES EXCEPTIONS PRÈS

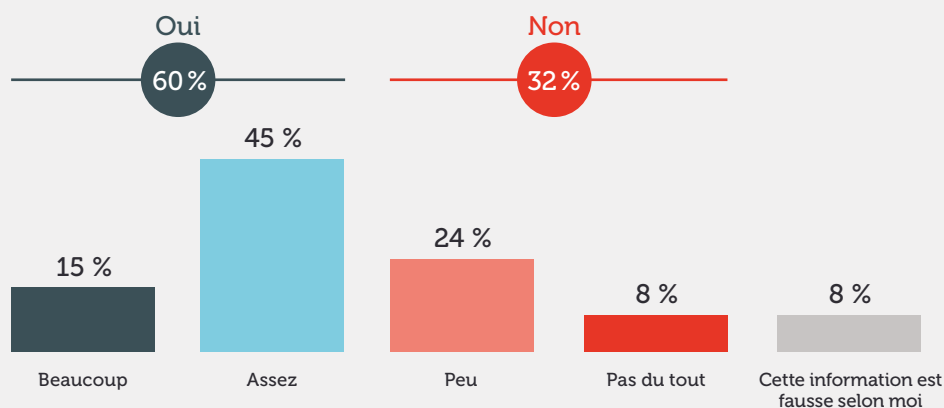
En matière de qualité de l'air, les Français plébiscitent la gratuité des transports en commun (91%), la mise en place de mesures favorisant la marche (84%), ou le vélo (82%), le développement



GRAPHIQUE 4

EN FRANCE, LE CHAUFFAGE AU BOIS NON PERFORMANT EST RESPONSABLE DE 29 % À 47 % DES PARTICULES FINES NÉFASTES À L'ENVIRONNEMENT ET À LA SANTÉ, SOIT LA MÊME PROPORTION VOIRE DAVANTAGE QUE LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Diriez-vous que cette information vous étonne? (base : à ceux qui utilisent le chauffage au bois, soit 34 % de l'échantillon)





de service de covoiturage (81%) et de systèmes d'autos en libre-service (71%). La limitation de la vitesse maximale en centre-ville (66 %) ainsi que l'obligation de livraison des marchandises en ville par des véhicules propres (65 % mais moins 4 points par rapport à 2015) sont encore majoritairement acceptées contrairement à d'autres mesures contraignantes ou coûteuses telles que l'interdiction de circulation des véhicules les plus anciens en centre-ville (36 %, moins 7 points depuis 2015), la circulation alternée en cas de pic de pollution (34 %, moins 1 pt) et la mise en place de péages en centre-ville (21 % stable par rapport à 2015). En matière de lutte contre le réchauffement climatique, les mesures les mieux acceptées sont de « réduire le gaspillage alimentaire de moitié » (92 % des Français y sont favorables)²⁰, « développer les énergies renouvelables même si les coûts de production sont plus élevés pour le moment » (81 %), « favoriser l'usage des véhicules peu polluants ou partagés » (71 %), « installer des compteurs » qui analysent les consommations

pour faire des économies d'énergie (70 %), « obliger la restauration collective publique à proposer une offre de menu végétarien, biologique et/ou de saison » (67 %). Alors que les mesures contraignantes et les taxes sont souvent peu populaires, l'obligation pour les propriétaires de rénover et d'isoler les logements lors d'une vente ou d'une location est souhaité par 66 % des Français et 61 % des propriétaires. Autres exceptions notables à l'impopularité des taxes, « augmenter le prix des produits de consommation qui sont acheminés par des modes de transport polluants » recueille 62 % de suffrages positifs et « taxer les véhicules les plus émetteurs de gaz » à effet de serre 61 %.

LÉGER REcul DES PETITS GESTES ÉCOLOGIQUES

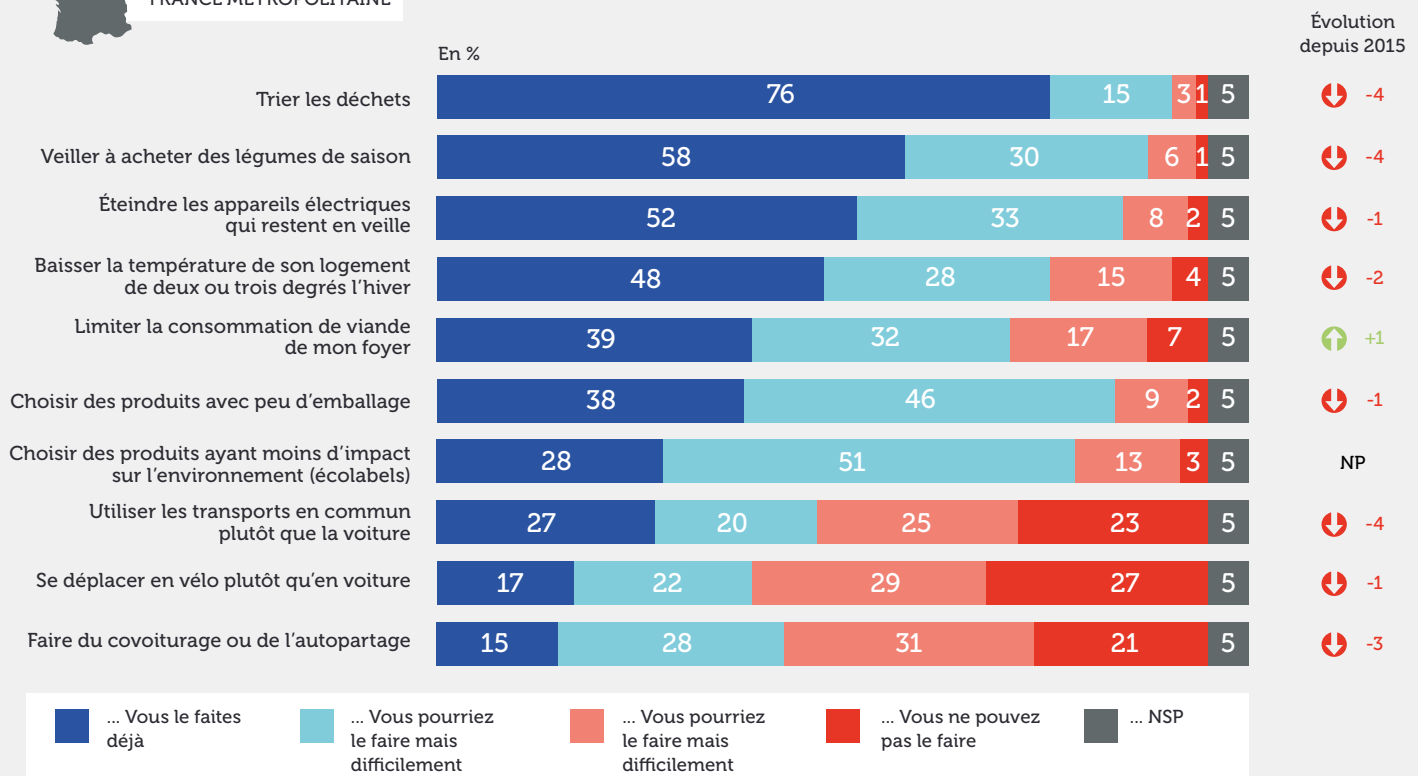
Dans différents domaines, la tendance est plutôt à la baisse de la pratique de certains gestes écologiques. Pour améliorer la qualité de l'air intérieur, « entretenir régulièrement les appareils de chauffage et de production d'eau chaude » perd 7 points par rapport à 2015²¹ et ne concerne

GRAPHIQUE 5

JE VAIS VOUS CITER LES ACTIONS QUI POURRAIENT RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE. POUR CHACUNE, DITES-MOI SI...



FRANCE MÉTROPOLITAINE



plus que 34 % de la population. « Éviter de fumer à l'intérieur de son logement » perd 11 points mais reste cité par 43 % des répondants. Concernant les économies d'énergie au domicile, « porter des vêtements plus chauds pour pouvoir baisser tout le temps la température du logement » enregistre une baisse de 5 points et n'est plus pratiqué que par 39 % de la population. « Réduire la consommation d'eau chaude » perd aussi 4 points pour ne concerner que 23 % des Français. Pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, quasiment tous les gestes écologiques proposés aux répondants enregistrent une légère baisse (voir graphique 5, ci-dessous)²². Ainsi, « trier les déchets » (76 %), « veiller à acheter des légumes de saison » (58 %), « utiliser les transports en commun plutôt que la voiture » (27 %) perdent 4 points par rapport à 2015. De même, en matière de consommation, « l'achat de produits nettoyants ménagers qui portent l'écolabel européen » a baissé de 4 points entre 2013 et 2015 (31 %)²³, « faire réparer les appareils électroménagers ou électroniques » perd 9 points (45 %), « donner ou revendre les vêtements, jouets, livres » perd 5 points mais reste pratiqué par 69 % des Français, et « boire de l'eau du robinet » perd 3 points.

Ce recul ne doit cependant pas masquer la progression de certaines pratiques ou la connaissance de gestes parmi lesquels, à titre d'exemples, l'achat d'un matériel performant labellisé flamme verte ou équivalent (+6 %, soit 20 % des Français qui se chauffent au bois en 2015)²⁴, le fait d'utiliser le moins possible (ou pas du tout) les radiateurs d'appoint (+4 points soit 43 % de la population), la connaissance de gestes ou d'actions qui permettent de réduire la quantité de déchets ménagers (+4 points entre 2013 et 2015, soit 87 % des Français)²⁵, acheter des livres, DVD, meubles ou objets de décoration d'occasion (+7 points à 35 %), faire réparer ses chaussures plutôt que les jeter (+3 points à 38 %). Ce recul des pratiques écologiques est également à nuancer avec le caractère « facilement accessible » des gestes de réduction des émissions de gaz à effet de serre²⁶. Si les pratiques de mobilité telles que « utiliser les transports en commun plutôt que la voiture », « se déplacer en vélo » et « faire du covoiturage ou de l'autopartage » sont encore peu pratiquées, notamment quand les infrastructures sont limitées ou que les distances sont importantes, l'ensemble des gestes proposés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre²⁷ est soit largement pratiqué soit considéré comme facilement praticable par les quatre cinquièmes de la population. Les marges de progression existent donc et le passage à l'action ne semble ni trop difficile ni refusé par nos concitoyens.

Concernant les économies d'énergie à domicile, « utiliser des ampoules à économie d'énergie » (64 %)²⁸, « éteindre davantage les lumières » (59 %), « baisser ou éteindre le chauffage en cas d'absence de plus de 48 heures » (54 %), « baisser la température la nuit » (51 %) et moins chauffer les pièces inoccupées (50 %) restent des pratiques largement partagées. De même, « acheter des produits nettoyants ménagers en flacon plutôt que des lingettes » (80 %)²⁹, des biscuits conditionnés dans un seul paquet (65 %), de la lessive concentrée (64 %), des écorecharges de savon ou d'assouplissants (54 %), du fromage blanc en pot d'un kilo (53 %), mais aussi « respecter les doses indiquées sur l'emballage des produits d'entretien » (80 %), « utiliser un sac réutilisable pour faire ses courses dans les petits commerces de proximité » (80 %) sont des actes écocitoyens toujours largement réalisés par une majorité de Français.

UNE FORTE EXIGENCE D'ÉQUITÉ

La moitié des Français sont conscients qu'il faudra modifier de façon importante leur mode de vie pour empêcher l'augmentation du réchauffement climatique (51 %)³⁰. Ils sont presque unanimes (96 %)³¹ à dire qu'« aujourd'hui, la société dans son ensemble produit trop de déchets », et 70 % à penser qu'ils pourraient en produire moins. En 2016, ils sont un petit peu plus nombreux qu'en 2015 à considérer que ces changements de modes de vie sont une opportunité (55 %, +2 points)³² plutôt qu'une contrainte (45 %, -2 points). Ils acceptent même très majoritairement (88 %, stable par rapport à 2015) des changements importants à condition « qu'ils soient partagés de façon juste entre tous les membres de notre société » (50 %, -2 points) bien devant la deuxième condition qui est qu'« ils soient décidés collectivement, je veux avoir mon mot à dire » (16 %, +1 point). Seuls 12 % (-1 point) refusent des changements « radicaux » mais restent prêts pour des changements « modérés » et 10 % (+3 points) exigent « que les inconvénients soient compensés par d'autres avantages (plus de temps libre, plus de solidarité, etc.). Inversement, 12 % (+4 points) des Français sont prêts à accepter des changements importants « dans tous les cas ».

DES ATTENTES FORTES ENVERS LES POUVOIRS PUBLICS À TOUTS LES ÉCHELONS

S'ils sont conscients de leur responsabilité et de leur pouvoir d'agir, les Français n'en restent pas moins demandeurs d'actions, notamment publiques, sur la question. En effet, lorsqu'on leur demande (avec deux réponses possibles) qui serait le plus efficace pour résoudre le problème du réchauffement climatique (voir graphique 6, p. 10), ce sont « les États » qui sont le plus cités (51 %, -4 points), devant « chacun d'entre nous » (50 %, stable) puis « les instances





internationales » (34 %, - 3 points), « les entreprises » (27 %, + 3 points), « les associations, fondations, la société civile » (11 %, + 2 points), « les collectivités locales » (11 %, + 2 points) ou « personne » (9 %, +1 point). Si l'on additionne l'ensemble des pouvoirs publics, collectivités, État et instances internationales, on arrive à 96 % soit quasiment une réponse sur deux³³. Pour les Français, chacun des acteurs (« chacun d'entre nous » ou les « associations » ou les entreprises) doit donc agir avec les pouvoirs publics aux différents échelons de gouvernance. Les Français sont également en attente d'action publique concernant l'adaptation aux nouvelles conditions climatiques avec 81 % qui pensent que leur territoire sera obligé de prendre des mesures importantes dans les décennies à venir en la matière.

Pour les Français, compter sur soi et agir à son niveau ne dispense à l'évidence pas de la nécessité d'agir à des niveaux plus collectifs. La mobilisation politique sur le sujet est bien majoritairement attendue et peut être à même de contrer le pessimisme des 56 % de nos concitoyens qui pensent que le réchauffement climatique ne sera probablement ou certainement pas limité à des niveaux acceptables d'ici à la fin

du siècle. Emmener l'ensemble de la population vers une transition écologique et une évolution des modes de vie nécessaire, être à la hauteur des enjeux de notre époque envers les générations actuelles et futures, exige donc de conforter les actions individuelles par des dynamiques collectives et des signaux politiques forts afin de rassurer sur l'équité et l'efficacité des efforts de chacun.

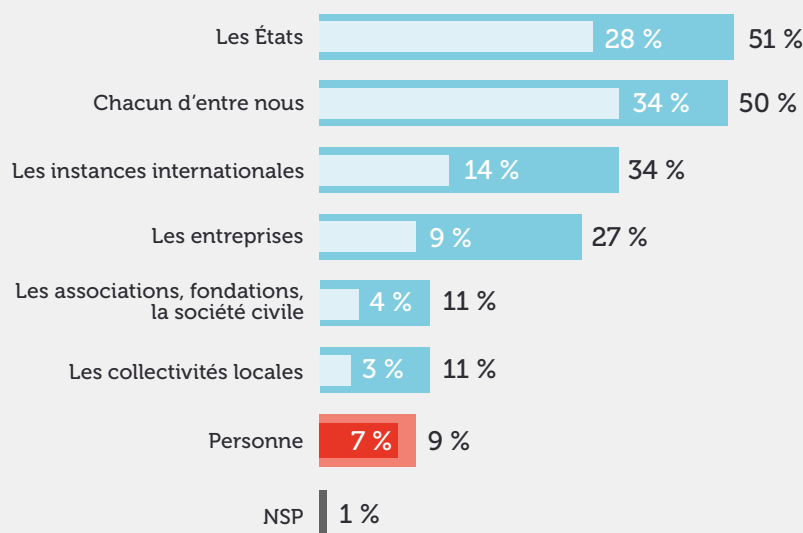


Contact :
 > solange.martin@ademe.fr

GRAPHIQUE 6

À VOTRE AVIS, QUI SERAIT LE PLUS EFFICACE POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ?

En premier ? En second ?



NOTES

1. OPEN (Observatoire permanent de l'amélioration énergétique du logement), 15 000 personnes depuis 2006, BIIIS pour les campagnes de 2006 à 2013 et Energies Demain/Kantar public pour la campagne 2014 pour l'ADEME, par Internet depuis 2011 ; Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique, 1 000 personnes par téléphone de 2000 à 2013, GFK-ISL pour l'ADEME, puis 1 500 personnes par Internet, Opinion Way et Daniel Boy pour l'ADEME ; Les Français et l'environnement, 1 000 personnes par Internet depuis 2014, Opinion Way pour l'ADEME ; La sensibilité des Français de plus de 15 ans à la prévention des déchets, 1 000 personnes par téléphone depuis 2005, IFOP pour l'ADEME.

2. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

3. En psychologie sociale, les attitudes sont des prédispositions acquises et durables à réagir de façon favorable ou défavorable à quelque chose ou quelqu'un.

4. En psychologie sociale, les représentations (sociales) sont des formes de connaissance orientées vers la communication, la compréhension et la maîtrise de l'environnement social, matériel et idéal (le savoir de sens commun).

5. Le réchauffement est une certitude/hypothèse pour la plupart des scientifiques; les désordres du climat sont causés par l'effet de serre/de cause incertaine/des phénomènes naturels; le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines/un phénomène naturel; les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement/exagèrent les risques de réchauffement climatique. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016) p 47-52.

6. Le baromètre 2016 sur les représentations sociales de l'effet de serre a spécifiquement interrogé un échantillon de 491 agriculteurs entre le 7 juillet et le 20 septembre 2016.

7. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique, Daniel Boy pour l'ADEME, 2015, p 28-30.

8. Le baromètre 2016 sur les représentations sociales de l'effet de serre a spécifiquement interrogé

un échantillon de 504 ultramarins (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française) entre le 7 juillet et le 13 septembre 2016.

9. 15^e conférence des parties (COP 15) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague.

10. 21^e conférence des parties (COP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) du 30 novembre au 12 décembre au Bourget.

11. Divulgué en novembre 2009 par un pirate ou une personne interne au Climate Research Unit (CRU) de plusieurs centaines de mails et de documents échangés par des membres du CRU et des climatologues de renom. Dans ces documents, de nombreux échanges font mention de l'usage de procédés douteux pour adapter la réalité des faits à la théorie de l'origine humaine du réchauffement climatique. Le 7 juillet 2010, une commission d'enquête indépendante, *The Independent Climate Change Email Review* a réfuté toutes les accusations.

12. «... *political mobilization by elites and advocacy groups is critical in influencing climate change concern* », « Shifting public opinion on climate change: an empirical assessment of factors influencing concern over climate change in the U.S., 2002-2010 », Robert J. Brulle & Jason Carmichael & J. Craig Jenkins, *Climatic Change* (2012) 114:169-188.

13. Les Français et l'environnement (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

14. 5 % en médiane, valeur du surcoût qui partage l'échantillon de répondants en deux parties égales. Autrement dit, 500 répondants donnent une valeur inférieure ou égale à 5 % et 500 une valeur supérieure ou égale à 5 %.

15. Voir supra (haut de la page 4).

16. Campagne 2015, travaux achevés en 2014, Observatoire permanent de l'amélioration énergétique du logement (OPEN) (Énergies Demain & TNS Sofres pour l'ADEME, 2015).

17. Les rénovations sont considérées comme performantes si elles recouvrent 2 opérations de rénovation («gestes») parmi 5 postes possibles (chauffage, eau chaude sanitaire, fenêtre, murs, toiture/combles) théoriquement compatibles avec les niveaux requis pour l'obtention des

aides 2014. Elles sont très performantes avec au moins deux gestes performants et un geste « moyen », c'est-à-dire dont l'efficacité énergétique a été prise en compte dans les travaux. Les rénovations sont « faibles » lorsque le geste mené n'a pas eu ou peu d'impact énergétique.

18. Voir note de bas de page précédente.

19. Les Français et l'environnement (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

20. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

21. Les Français et l'environnement (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

22. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique, (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

23. La sensibilité des Français de plus de 15 ans à la prévention des déchets (IFOP pour l'ADEME, 2015). Toutes les variations pour ce baromètre, biennal, sont entre 2013 et 2015.

24. Les Français et l'environnement (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

25. La sensibilité des Français de plus de 15 ans à la prévention des déchets (IFOP pour l'ADEME, 2015). Toutes les variations pour ce baromètre, biennal, sont entre 2013 et 2015.

26. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique, (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

27. Voir graphique 5 p. 08.

28. Les Français et l'environnement (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

29. La sensibilité des Français de plus de 15 ans à la prévention des déchets (IFOP pour l'ADEME, 2015).

30. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

31. La sensibilité des Français de plus de 15 ans à la prévention des déchets (IFOP pour l'ADEME, 2015).

32. Les représentations sociales de l'effet de serre et du réchauffement climatique » (Opinion Way, Daniel Boy pour l'ADEME, 2016).

33. Deux réponses demandées aux répondants donc le total de l'ensemble des réponses est égal à 200 %.